

Dans les circonstances économiques que connaît le monde aujourd'hui, il apparaît de plus en plus clairement que la seule issue possible est d'encourager la créativité des hommes et d'exploiter au mieux leur capacité d'innovation. Il ne suffit pas d'attendre que les cycles économiques reviennent spontanément au beau fixe : quand le cycle économique sera plus favorable, il est très peu probable qu'on revienne aux conditions auxquelles nous nous étions habitués. Donc, si nous voulons continuer d'être prospères dans l'avenir, il faudra trouver des ressorts nouveaux : seul le progrès technique peut nous en fournir les moyens. Voilà pourquoi on parle de plus en plus en Europe d'une société de la connaissance, qui pallierait les contraintes des cycles économiques.

Or, le progrès technique repose sur plusieurs piliers. Il y a bien sûr la compétence scientifique, sans laquelle le travail de recherche est impossible. Ensuite, il y a l'apport d'idées nouvelles qui stimule l'inventivité et, enfin, l'exploitation de l'invention. L'ordre dans lequel on les met en place n'est pas très important. Par exemple, la demande d'innovation peut venir avant la réalisation d'un moyen de la satisfaire, ou bien au contraire l'inventeur peut créer une demande en faisant connaître son innovation. Chaque cas de figure est différent, mais ce qui est clair, c'est que les trois éléments doivent être réunis pour qu'une révolution technique se mette en marche. N'avoir que des scientifiques qualifiés enfermés dans un laboratoire coupé du monde serait inutile. N'avoir que des rêveurs qui brasseraient des idées sans pouvoir leur donner corps ne mènerait à rien. Ne connaître que la gestion et l'exploitation commerciale n'aurait pas d'avenir sans l'invention qui en est l'assise.

Il faut donc s'interroger sur les conditions qui permettent de réunir ces trois éléments au bon endroit et, en particulier, sur le rôle que jouera la mobilité des personnes dans le développement de l'économie future.

Il est maintenant acquis par de nombreuses études que le jeune chercheur post-doctorant est l'un des principaux vecteurs de l'innovation technique, et que la raison en est sa mobilité. Il quitte une université, un laboratoire, où il a été formé d'une certaine manière, dans une école de pensée particulière, dans un domaine bien précis ou dans un contexte local dont il a absorbé les caractéristiques. En quittant ce lieu de formation, il apporte avec lui tout un savoir-faire et toute une façon de voir qui lui profiteront là où il va. L'innovation ne naît pas simplement de son imagination : elle jaillira de la confrontation entre deux cultures, et cette constatation a été faite suffisamment souvent pour que nous sachions avec assez de précision que cette dynamique est la plus favorable au progrès.

Le problème, c'est que l'inertie et l'immobilisme constituent des forces redoutables qui entravent la mobilité. Elles s'expriment fortement aujourd'hui par le biais d'un protectionnisme renaissant. Or, les laboratoires, plus ils sont clos, plus ils ont besoin d'un apport de l'extérieur. Malheureusement, ils ont parfois tendance à se protéger en érigeant des barrières, qui peuvent aller jusqu'à la non-reconnaissance de diplômés étrangers. On peut également appliquer ce principe aux nations : plus un apport étranger leur serait utile pour dynamiser leur tissu industriel, plus elles se replient sur elles-mêmes, comme pour l'éviter. Dans la gouvernance de la recherche et de l'innovation, un élément important est de bien s'assurer que le choix de l'ouverture et de la mobilité a été fait, et que les rouages à un autre niveau ne sont pas grippés. C'est un travail constant, qu'il faut sans cesse reprendre, car il n'y a que les obstacles qui renaissent spontanément. Comme nous avons affaire à vingt-sept pays en Europe, ce souci est majeur, et l'élargissement de l'Union est une opération complexe.

Dans cet esprit, et bien avant cet élargissement, la Commission Européenne avait déjà créé un Comité-conseil (le People Advisory Group – PAG) dont le but est d'élaborer la stratégie des diverses bourses d'étude et de recherche européennes (le plus connu est le programme Marie Curie), d'étudier les entraves à la mobilité des chercheurs, de s'interroger sur les remèdes et de proposer des solutions pour remédier au manque avéré de jeunes chercheurs en Europe.

Voici par exemple un extrait de ce qu'a dit le Président Barroso dans le discours au Parlement Européen qui précéda sa ré-élection :

*“... a research and innovation revolution for a knowledge society*

The next Commission must take **EU Research policy** to a new level and make it one of the motors of our sustainable development. The United States draws great benefit from its continental scale in research, from a long tradition of close university-business co-operation and from the ease of movement enjoyed by researchers within and to the US. In contrast, despite its excellence, the European research effort remains fragmented. We need to stretch ourselves to achieve world excellence and to find new ways of combining our resources to make a reality of the European Research Area.

I would envisage refocusing on key areas to secure:

world excellence in basic research. Our future agenda for science-driven frontier research, should be set by the scientific community, principally working through the European Research Council;

more industry-driven applied R&D, in areas ranging from nanotechnologies to space, to bring new, leading edge products and clean technologies to markets and to boost the competitiveness of EU industry;

**new opportunities for researchers, extending exchange programmes like Marie Curie, and attracting world class researchers to the EU;**

a bigger focus on spreading R&D capacities to the regions.”

Ce qui est clair, c'est que le Président Barroso reconnaît (i) l'avantage pour la recherche de réduire, sinon de supprimer complètement, les frontières dans l'Europe de la Recherche, à cause de leur effet néfaste sur la mobilité des chercheurs (ii) que les chercheurs doivent gérer eux-mêmes leurs priorités, non les soumettre à des contraintes nationales (iii) que la mobilité doit être non-seulement géographique, mais inter-sectorielle (entre les laboratoires industriels et ceux des Etats ; enfin (iv) qu'il faut attirer en Europe des chercheurs de haut niveau venus de partout dans le monde.

Ce qui manque encore dans les déclarations politiques (mais qui est présent dans les délibérations du PAG) c'est le rôle que peuvent jouer les diasporas dans le transfert de compétences et dans l'innovation. Par définition, une diaspora est un lieu de rencontre d'au moins deux cultures. Elle réunit donc toutes les conditions nécessaires pour favoriser de façon durable le développement d'idées nouvelles et leur application.

Mais les diasporas sont encore trop souvent perçues simplement comme des leviers économiques qui permettent à une nation dont le développement n'est pas achevé de prélever une petite part de la prospérité générée dans une nation plus riche. Ce rôle de redistribution de richesse est certes important du point de vue de la réalité quotidienne de l'économie, mais ne tient aucunement compte de la véritable utilité des diasporas. Il faut reconnaître que l'Europe, dans ce domaine, marque un retard, et qu'il est important de transmettre en haut lieu une nouvelle vision des diasporas pour arriver à une stratégie plus positive.

L'essentiel du rôle de la diaspora n'est pas une simple redistribution de richesse mais la génération et le partage des idées, de l'innovation et du savoir. Un partenariat gagnant-gagnant est celui où la diaspora est installée dans un pays qui lui permet de développer son potentiel intellectuel au niveau mondial. Elle peut alors générer des innovations utiles à la fois pour le pays d'accueil et pour le pays d'origine. Il ne s'agit pas dans ce cas de concurrence entre nations mais de complémentarité entre des sociétés qui toutes deux ont besoin de la même chose : des chercheurs et des ingénieurs de pointe qui ouvrent la voie à des secteurs nouveaux, indispensables dans les deux pays. La diaspora, par sa connaissance des deux sociétés, a la compétence requise pour comprendre et pour exploiter leurs différences.

L'Europe, qui manque de jeunes chercheurs, en a néanmoins exporté beaucoup dans le monde, mais elle n'a pas su exploiter l'existence de sa propre diaspora, à la différence de l'Inde et de la Chine, qui en ont profité pour construire de nouveaux secteurs économiques de haute technologie. L'exemple est intéressant, car il a créé une dynamique économique où tous les partenaires ont trouvé leur intérêt. Pour favoriser le développement d'une relation Nord-Sud semblable autour du bassin méditerranéen, il faudrait lever un certain nombre de blocages, déjà constatés au cours de la dernière conférence sur le 'Partage du Savoir'.

Le comité PAG, prenant conscience de l'importance de ces enjeux pour l'avenir économique de tous les pays concernés, appelle les pays de l'Union à des réformes dans la gouvernance de la recherche pour favoriser la mobilité, notamment :

(1) une harmonisation des paliers de carrière entre les pays, pour permettre aux chercheurs de bouger sans que leur carrière marque le pas à chaque déplacement. Sont aussi concernées les retraites, car il n'existe aucune cohérence entre les systèmes de cotisation, ce qui devient à l'heure actuelle un vrai souci pour les jeunes et donc un nouvel obstacle à leur mobilité. La Commission est mandatée par le Conseil des Ministres pour chercher des solutions à l'intérieur de l'Union. Reste le problème de définir aussi les équivalences avec l'extérieur.

(2) L'ouverture des bourses d'étude, des postes de recherche et des postes d'enseignants-chercheurs confirmés aux candidatures étrangères. Il y a beaucoup de progrès dans ce domaine. Déjà, les bourses d'étude et de recherche (notamment les bourse Marie Curie) sont accessibles aux candidats venus de 'pays tiers' (en dehors de l'Union Européenne). Les postes de chercheurs ou d'enseignants-chercheurs sont régis par des lois nationales et impliquent souvent des contraintes linguistiques, mais néanmoins, les barrières de nationalité sont peu à peu en train de tomber.

(3) La question des visas. L'importance du chercheur comme 'vecteur d'innovation' a été reconnue au plus haut niveau, et la Commission travaille donc à l'élaboration d'un 'visa du chercheur' qui facilitera pour les non-européens les déplacements et les séjours dans tous les pays de l'Union européenne.

(4) La possibilité pour les diasporas de créer une association européenne pour permettre aux 'anciens' de venir en aide aux 'nouveaux' en partageant leurs expériences des problèmes que pose la mobilité.

La question de l'harmonisation (1) est évidemment très délicate, car chaque nation a ses propres traditions, qui varient beaucoup à l'intérieur de l'Europe. Par exemple, dans certains pays européens, l'étudiant 'thésard' est déjà un employé, alors que dans les autres, il ne bénéficie d'aucun des avantages liés à l'emploi. Ces différences devraient progressivement disparaître, et c'est l'une des raisons qui ont poussé la Commission à élaborer la Charte Européenne du Chercheur et le Code de Conduite qui l'accompagne. Cet instrument a déjà des effets bénéfiques, mais il ne faut pas crier victoire : il faudra longtemps pour surmonter les problèmes. En fait, chaque élargissement de l'Union a donné lieu à de nouvelles difficultés, en introduisant de nouvelles disparités de législation. Donc, il y a encore peu de progrès dans ce secteur, d'autant plus que le budget de recherche géré par la Commission Européenne ne correspond qu'à cinq pour cent environ du budget scientifique total des pays membres.

La question de l'ouverture du recrutement (2) a beaucoup progressé. Déjà, la plupart des restrictions dues à la nationalité dans l'attribution des bourses européennes ont été levées. En plus, la Commission a créé un portail pour l'annonce des postes à pourvoir et il devient important aujourd'hui d'afficher clairement les nouveaux postes et de prendre des dispositions précises pour que le recrutement cesse d'être une 'chasse gardée' nationale ou même locale. Fort heureusement, les lois européennes contre la discrimination ont eu un effet très positif. Il est probable que la situation continuera de s'améliorer, car le manque de jeunes chercheurs se fait déjà sentir et pousse les employeurs à plus de transparence.

La question des visas (3) est prise très au sérieux par la Commission, qui a déjà fait des propositions précises aux pays membres de l'Union. Tous reconnaissent l'importance de ce dossier, et il semble acquis qu'il y aura bientôt des assouplissements de la législation, ou des aménagements conçus pour permettre aux chercheurs d'avoir un meilleur accès à l'espace européen de la recherche. Il reste à déterminer si les aménagements seront faits dans le cadre des lois existantes ou bien par une nouvelle disposition (un 'visa du chercheur') mais un accord de principe aurait déjà été donné au niveau du Conseil des Ministres.

La question d'une association européenne (4) pose encore problème. Il n'existe à l'heure actuelle aucune législation définissant un statut d'association européenne. Rien n'empêche, bien sûr, les membres d'une diaspora dans un pays d'y créer une association pour venir en aide aux 'nouveaux arrivés' mais cela restera ponctuel. Il semble que les lois dans certains pays (en particulier la Belgique) permettent des associations plus européenne que dans d'autres. L'idée d'une structure plus solide au service des diasporas, dotée d'une 'mémoire' des solutions à apporter reste encore à définir et cette revendication n'a peut-être pas obtenu jusqu'à présent l'écoute qu'elle mériterait. En tout cas, ce n'est pas une priorité à l'heure actuelle, et les diasporas en Europe devront prendre des initiatives privées.

Voilà en gros le point sur l'évolution des questions de mobilité et du dossier des diasporas dans l'Union européenne. Reste encore un débat important (toujours en cours) sur la mobilité inter-sectorielle, qui demeure beaucoup trop faible en Europe et deviendra bientôt une vraie priorité dans le contexte de la crise actuelle : nombreux sont ceux qui voient là un élément clé des solutions à apporter pour encourager l'innovation et le développement technologiques.